

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2009)

Heft: 1823

Artikel: "Edito", le nouveau magazine des médias : concentration dans la presse corporative aussi... qui réagit avec lucidité aux difficultés de la conjoncture les journalistes

Autor: Tille, Albert

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1013878>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

du jury ont relevé non sans raison que la participation de citoyens tirés au sort à l'autorité de jugement pouvait constituer une garantie

supplémentaire, notamment lorsque tout repose sur l'intime conviction. Mais ce n'est qu'un épiphénomène: c'est tout l'équilibre de la justice pénale

qui est menacé lorsqu'on la charge de missions qu'elle ne peut remplir.

La banque postale est plus que jamais nécessaire

Son existence serait bénéfique tant au marché bancaire qu'à la modernisation du service postal

Alain Robert (11 mai 2009)

Chaque fois que Moritz Leuenberger met sur le tapis la licence bancaire, même réduite, en faveur de La Poste, il ne parvient pas à convaincre une majorité du Conseil fédéral. Cette réticence gouvernementale est partagée par de nombreux parlementaires qui craignent des risques financiers pour le pays si La Poste, propriété de la Confédération, devait se lancer dans les affaires bancaires en ces temps de crise et de désordre sur les marchés.

Pour juger de l'opportunité d'une banque postale et des risques que cette dernière courrait, il convient d'analyser la situation dans sa globalité. Un établissement pratiquant le crédit hypothécaire et commercial, et qui ne s'autoriserait aucune incursion sur les marchés à hauts risques, n'aurait sans doute pas été une banque florissante du

début des années 2000. Mais on a vu où menaient nombre de ces floraisons... Un rendement usuel et normal du capital investi serait largement suffisant pour justifier l'existence d'une banque postale.

Confrontée à la baisse continue du volume de courrier à traiter, La Poste doit trouver des activités et des ressources nouvelles. D'autant plus qu'on attend d'elle qu'elle continue à remplir sa mission de service public. L'octroi d'une licence bancaire ne constituerait donc pas un cadeau, mais la contrepartie indispensable au maintien d'un service postal universel. Non pas pour figer un réseau de bureaux qui ne correspond plus aux besoins actuels, comme l'envisage malheureusement le Syndicat de la communication. Mais au contraire pour adapter ce réseau aux exigences de la

clientèle.

Une licence bancaire pour La Poste augmenterait certes la concurrence dans le secteur. Mais les partis bourgeois ne prêchent-ils pas depuis longtemps les bienfaits d'une concurrence qui pousse à l'efficacité? Pourquoi s'en offusqueraient-ils dans ce cas? Aujourd'hui Postfinance dispose en permanence de dizaines de milliards de francs de liquidités qu'elle doit prêter à UBS(!), à la BNS, à la Confédération ou à d'autres États étrangers pour en retirer de misérables rendements. Nul doute que si l'institut pouvait s'adresser au public en Suisse, il deviendrait rapidement un acteur redoutable du marché. C'est sans doute ce que craignent ces prêchers du libéralisme toujours prompts à pratiquer le protectionnisme.

«Edito», le nouveau magazine des médias

Concentration dans la presse corporative aussi... qui réagit avec lucidité aux difficultés de la conjoncture pour les journalistes

Albert Tille (11 mai 2009)

Impressum, l'association des journalistes de la presse écrite

et le Syndicat suisse des mass media publient en commun le

premier numéro d'un magazine consacré aux médias. *Edito*,

c'est le nom de la nouvelle publication bimestrielle, remplace *Journalistes.ch* et *La gazette SSM*. Au-delà d'une simple fusion de titres, nous assistons à un rapprochement entre les deux grandes associations, signe que les temps sont durs pour ceux qui travaillent dans les médias. Le syndicat Comedia, largement minoritaire chez les journalistes, affiche toujours sa démarche indépendante. Le premier numéro de *Edito*, fort différent des deux titres qu'il remplace, laisse apparaître les nouvelles tendances de la défense professionnelle commune.

Premier indice: le choix de Christian Campiche comme rédacteur en chef de la version française. Avec un groupe de journalistes, il est fondateur du blog *Infoendanger.net* qui répertorie et condamne les dérapages des médias. La dureté des temps peut frapper les journalistes dans leurs intérêts matériels. Mais elle peut aussi les inciter à être plus sensibles aux intérêts commerciaux de leur média qu'au respect de l'éthique de la profession.

Deuxième indice: le magazine donne la parole à dix rédacteurs en chef des médias écrits et audiovisuels de Suisse

romande et du Tessin sur ce qu'ils attendent de *Edito*. Mais pas un responsable d'un titre d'Edipresse ou de Ringier ne s'exprime. Comme interpréter cette absence remarquable?

Pour le reste, le contenu des articles donne le ton. Les papiers consacrés à la vie interne des associations ne représentent que trois ou quatre pages sur 48. Pour l'essentiel, le magazine décrit et commente le paysage médiatique «*labouré par la crise*». Les difficultés économiques conduisent la Suisse vers une «*presse plus tapageuse au contenu allégé*». Dans la presse écrite, ne subsisteront bientôt que trois groupes: Tamedia, Ringier et NZZ. Un papier, particulièrement critique sur la tendance autoritaire et centralisatrice de la direction de Tamedia, prédit le déclin de la diversité de l'information. Avec la reprise d'Edipresse par le groupe zurichois la Suisse romande ne serait pas épargnée. L'indépendance du quotidien *Le Temps* pourrait aussi être menacée. Ringier serait tenté de se débarrasser de sa forte participation dans le quotidien, plutôt que d'accepter une gestion partagée avec son grand concurrent. Plus nuancé, Roger Blum, professeur à l'Université de

Berne, estime que Tamedia devrait avoir la clairvoyance d'adapter ses titres aux sensibilités régionales et cantonales.

La SSR ne fait pas exception au mouvement de concentration. *Edito* considère pour acquise la fusion, en Suisse romande, des rédactions de la Radio et de la Télévision. Comme la direction générale du nouveau groupe ira certainement à Gilles Marchand, le poste de directeur de l'information pourrait revenir à Patrick Nussbaum.

Les papiers de *Edito*, rédigés aussi bien par des Romands que des Alémaniques, semblent solides. Les gens du sérail sont souvent bien informés. Mais, défenseur de l'éthique professionnelle, le nouveau magazine devrait être attentif aux dangers de la proximité. Un article sur le déclin d'Edipresse, rédigé par un ancien journaliste de la maison, décrit les mérites et les méfaits des différents cadres du groupe avec un manichéisme un peu suspect.

Le magazine *Edito* peut être obtenu par abonnement: abo@edito-online.ch ou p.a. bachmann medien, Thiersteinerallee 17, 4053 Basel